

CONVENTION DE REPARTITION

DES DEPENSES D'INTERET COMMUN

Opération : « CLOS CAMPAGNE »

**Montée du Stade
13 380 PLAN de CUQUES
96 logements collectifs**

TRANCHE 3

Bat F à K

ARTICLE 1 - OBJET :

La présente convention a pour but de définir les modalités d'application du règlement des dépenses d'intérêt commun dans le cadre général du marché ci-dessous référencé.

ARTICLE 2 - DEFINITION :

La convention a pour objet de prendre en compte les dépenses communes du chantier et de les répartir entre tous les entrepreneurs proportionnellement au montant de leur marché respectif, augmenté des avenants et révisions éventuels.

ARTICLE 3 - PARTICIPANTS A LA CONVENTION :

La présente convention concerne le chantier réalisé à Plan de Cuques 13 380, Montée des Gardanens/Av des Pères Blancs/Montée du stade dénommé «**CLOS CAMPAGNE** », pour le compte de la SCI MEDITERRANEE représentée par PROMOGIM SA Maître d'Ouvrage.

Elle est établie entre les entreprises ci-après retenues pour l'exécution des travaux.

LISTE DES ENTREPRISES SOUS FORME DE TABLEAU en dernière page

Hors OB-TERRASSEMENT

ARTICLE 4 - GESTION DES DEPENSES D'INTERET COMMUN :

4.1 Commission de gestion et de contrôle

4.1.1. Gestionnaire :

La gestion financière sera assurée par l'entreprise de Gros-Œuvre dénommée ci-après
"Le Gestionnaire"
qui assurera la tenue des comptes et la facturation et l'encaissement des dépenses.

4.1.2. Rôle de la commission de gestion et de contrôle

Le rôle de la commission de gestion de contrôle du compte sera principalement :

- de proposer toutes mesures nécessaires à la bonne marche et à l'intérêt général du chantier.
- d'examiner les devis, factures et comptes mensuels, de les accepter ou de les refuser.
- de résoudre tous les problèmes qui pourraient se poser.

Les litiges seront soumis à l'arbitrage du Maître d'Oeuvre.

Les décisions prises en réunions de commission seront définitives et sans appel.

Le quorum nécessaire sera de trois entreprises. Les décisions seront prises à la majorité des présents.

4.1.3. Fréquence des réunions de la commission :

Une fois par trimestre.

4.1.4. Membres du comité de gestion :

	Entreprise	Représentée par :
Entreprise Gros-Œuvre		
Corps d'Etat Technique		
Corps d'Etat de Finition		

4.2. Modalités de gestion des dépenses communes

4.2.1. Montant de l'appel de fond

Dés que l'avancement des CES le permettra, le gestionnaire procédera à un appel de fond mensuel auprès des entreprises concourant à la réalisation de l'opération citée en référence. Cet appel de fond sera forfaitisé à 2%.

Les entreprises autorisent la SCI à régler au gestionnaire pour leur compte les appels de fond qui seront retenus par le Maître d'Oeuvre sur les situations de travaux.

ARTICLE 5 - DEPENSES PRISES EN COMPTE :

5.1. Dépenses incluses dans le compte :

a/ Les frais d'installation, de branchements, d'évacuation des fluides et de location d'un bureau de chantier, d'un sanitaire de chantier, des vestiaires, des réfectoires communs à toutes les entreprises conformément au PGC et pendant toute la durée du chantier, la réalisation et la mise en place du panneau de chantier suivant modèle Promogim.

b/ Les frais d'installation, de branchements et de location d'une salle de réunion pendant toute la durée du chantier (Electricité, armoires, tables chaises, climatisation, eau, téléphone, dossier marché conservé complet pendant la durée du chantier).

c/ Les dépenses relatives à l'entretien du bureau de chantier, de la salle de réunions, des sanitaires chantiers (nettoyage 1 fois par semaine minimum avant la réunion de chantier).

d/ L'entretien des abords du chantier (signalisation d'accès au bureau de chantier, nettoyage des accès au bureau, maintenance des accès au poste de travail)

e/ Les dépenses de branchements, d'installation et de consommation de l'eau, téléphone et électricité - groupe électrogène éventuellement - nécessaires aux travaux.

f/ L'entretien des voies d'accès au chantier pendant la durée du chantier.

g/ Les frais de gestion, soit 8% des dépenses.

h/ Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de reconnaître le responsable.

i/ Chaque entreprise est tenue à l'obligation stricte de dégager les gravois, matériels et matériaux pendant et après exécution de ses travaux jusqu'aux zones de stockage définies dans le plan d'installation de chantier approuvée par le Maître d'Oeuvre afin de laisser la place libre et propre aux autres intervenants.

Chaque entreprise a la charge de la réparation et de la remise en état des zones d'installation qui lui sont propres. Le Gestionnaire aura la charge de l'enlèvement des gravois de tous les entreprises depuis la zone de stockage jusqu'aux décharges publiques aux frais du compte.

k/ Les charges temporaires de voirie et de police (occupation, entretien et réparations de la voie publique). Valable également pour occupation de trottoirs et palissades.

l/ Les frais d'installation et d'entretien des ouvrages de protection des personnes liés aux gros-œuvre (étant entendu que toute entreprise déposant ces protections les réinstallera à l'identique, à ses frais).

m/ Les frais d'entretien de la clôture de chantier, des mitoyens et des clôtures existantes.

n/ La mise en place des goulottes d'évacuation des gravois, leur déplacement, leur entretien et le repli.

o/ la fourniture et la pose de canons provisoires et consommations relatives aux témoins, et les fluides nécessaires au fonctionnement du chauffage, de l'électricité, de l'eau, de l'évacuation des EU/EV sont à la charge du prorata.

5.2. Ne sont pas pris en compte au titre du compte :

a/ Tous les vols et dégradation :

Vols : ne seront jamais pris en compte au titre des dépenses d'intérêt commun.

Dégradations : ne seront pas prises en compte au titre des dépenses d'intérêt commun. Cependant , en cas de dégradations dites "exceptionnelles" le comité de gestion pourra éventuellement décider d'une dérogation.

b/ Toutes prestations non prévues dans la présente convention sauf dérogation éventuelle acceptée par la commission de gestion.

c/ Toutes prestations n'ayant pas fait l'objet d'un avis préalable accepté par la commission de gestion.

d/ Toutes prestations dont la facturation au titre du compte ne sera pas présentée dans les deux mois suivant la fin de l'exécution.

5.3. Prix unitaires

Les prix unitaires utilisés pour l'évaluation des dépenses ne doivent pas comprendre de bénéfice et frais généraux.

Prix Main d'Oeuvre à prendre en compte :

Chef d'équipe	35 € H.T. l'heure
Ouvrier qualifié	29 € H.T. l'heure
Manœuvre	23 € H.T. l'heure
Matériaux	Prix fournisseurs + 15%

ARTICLE 6 - CONDITION DE PRISE EN CHARGE DES FACTURES PAR LE COMPTE :

Aucune facture ne sera prise en charge par le compte si les prestations correspondantes n'ont pas été avant leur exécution autorisées par le comité de gestion ou à défaut, par le gestionnaire.

Toutefois en cas d'urgence ou de demande express du Maître d'Oeuvre l'autorisation de prise en charge de travaux pourra être décidée en réunion de chantier.

L'état des interventions demandées par le comité de gestion sera actualisé au cours de chaque réunion mensuelle, exception faite des prestations courantes (eau, téléphone, E.D.F., bennes à gravois, etc...).

ARTICLE 7 - CLOTURE DU COMPTE :

Le compte sera réputé clos après règlement des décomptes définitifs intervenants après envoi des quitus par l'entreprise de Gros-Œuvre, ainsi que par toute entreprise ayant en commande des travaux.

Toute entreprise pourra faire opposition entre les mains du Maître d'Ouvrage de toutes les sommes qui lui resteraient dues au titre du compte et éventuellement du compte "remise en état d'ouvrage", le règlement pour solde de tout compte des entreprises étant subordonné à la délivrance de son quitus.

ARTICLE 8 - SIGNATURE DES REPRESENTANTS DES ENTREPRISES :

Titulaires d'un marché de travaux ou de fourniture pour le chantier.

La présente convention comporte 6 pages numérotées de 1 à 6 dont 1 annexe.

ANNEXE 1

Compte tenu du contexte du chantier, l'entreprise de gros-œuvre ne pourra fournir son matériel de levage que sous certaines conditions énoncées ci-dessous.

NOTICE D'UTILISATION DE LA GRUE PAR LES C.E.S.

- 1- Les entreprises devront en faire la demande 48h à l'avance, l'entreprise de gros-œuvre se réservant le droit d'en différer l'utilisation de sa charge de travail.
- 2- Le déchargement des camions ne pourra s'effectuer qu'en dehors des heures de travail, soit le matin avant le démarrage des travaux ou pendant la pause de midi.
- 3- Les déchargements dépassant l'heure de travail ne pourront s'effectuer que le samedi après-midi.
- 4- La prestation de l'entreprise de Gros-œuvre se limitera à l'utilisation de la grue et du grutier, l'arrimage et le stockage des matériaux restant la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.
- 5- La facturation minimum sera d'une demi-heure.
- 6- Chaque utilisateur s'engagera à signer un bon de commande avant chaque opération.
- 7- Le prix convenu sera de 90 € l'heure.
- 8- Le règlement des factures mensuelles se fera par chèque à l'ordre de L'entreprise de Gros-Œuvre.